



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale



ETUCE – European Trade Union Committee for Education
Education International - European Region

President
Larry FLANAGAN

Vice-Presidents
Odile CORDELIER
Andreas KELLER
Trudy KERPERIEN
Dorte LANGE
Branimir STRUKELJ

Treasurer
Joan DONEGAN

European Director
Susan FLOCKEN

ETUCE-CSEE
Boulevard Bischoffsheim 15
1000 Brussels | BELGIUM
secretariat@csee-etu.org
+32 2 224 06 92

APPEL AUX MINISTRES PARTICIPANT AU PROCESSUS DE BOLOGNE

Pour la Conférence ministérielle de Tirana, mai 2024

Les transitions numérique et verte, les crises de la santé et du coût de la vie, les changements démographiques, les attaques contre des valeurs fondamentales telles que les droits humains, l'État de droit et la démocratie, la liberté et le respect du savoir et de la science, la guerre de la Russie contre l'Ukraine et les risques d'escalade, ainsi que la guerre en Palestine entraînant la destruction d'infrastructures scolaires et universitaires et le désastre humanitaire ont un fort impact social, économique et politique sur l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES) et sur le personnel de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Les secteurs européens de l'enseignement supérieur et de la recherche et leur personnel jouent un rôle clé dans la défense des valeurs fondamentales de l'enseignement supérieur, des droits humains, de la démocratie et de l'égalité, en transmettant ces valeurs de génération en génération et en construisant des ponts entre les nations. La liberté académique et l'autonomie institutionnelle sont des piliers essentiels des démocraties fortes et du développement social. La liberté académique est essentielle à toute démocratie pour permettre la liberté d'expression et des discussions ouvertes et critiques, construire une confiance mutuelle et créer un développement durable. Un enseignement supérieur et une recherche libres de toute influence politique, économique et religieuse contribuent également à garantir une société fondée sur la connaissance dans laquelle les individus prennent des décisions rationnelles et raisonnables en tant que citoyen-ne-s et dans le cadre de processus démocratiques.

Afin de garantir un enseignement supérieur et une recherche de qualité et de développer « un Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES) plus inclusif, innovant et interconnecté, capable de soutenir une Europe durable, solidaire et pacifique »¹, il est essentiel que le personnel soit correctement valorisé et soutenu.

¹Communiqué ministériel de l'EEES, Rome, 19 novembre 2020
http://www.ehea.info/Upload/Rome_Ministerial_Communique.pdf



Il est essentiel de veiller à ce que les carrières soient attrayantes pour les enseignant-e-s et les chercheur-euse-s talentueux-ses. Cependant, les pressions croissantes exercées sur le personnel et les établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche, notamment le sous-financement, la privatisation, la précarisation du travail universitaire et de recherche et la baisse des salaires, rendent les carrières dans l'enseignement supérieur et la recherche peu attrayantes. Améliorer l'attractivité des carrières et la rétention du personnel dans l'enseignement supérieur et la recherche sont des [priorités](#) pour les organisations membres du Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) qui représente le personnel du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche dans 52 pays.

À l'approche de la Conférence ministérielle de Tirana de 2024 sur le processus de Bologne, nous appelons les ministres à s'engager à atteindre les objectifs suivants dans le prochain Communiqué :

- Renforcer **la liberté académique, l'autonomie institutionnelle et d'autres valeurs fondamentales**, telles que la liberté de la connaissance, de la science et de la parole, et garantir qu'elles soient efficacement contrôlées dans l'ensemble de l'espace européen, avec l'implication du personnel dans le processus ;
- Encourager **la coopération** plutôt que la compétition entre les établissements, le personnel et les étudiant-e-s au sein du processus de Bologne ;
- Garantir **un investissement et un financement publics** durables et à long terme dans l'enseignement supérieur et la recherche afin de garantir une éducation et une recherche de haute qualité ainsi qu'un environnement de travail et d'apprentissage favorable pour le personnel et les étudiant-e-s ;
- Assurer un **enseignement et un apprentissage de qualité fondés sur la recherche**, la parité d'estime entre l'enseignement et la recherche, le passage d'une évaluation quantitative à une évaluation qualitative de l'enseignement et de la recherche, ainsi qu'une évaluation responsable, transparente et collégiale du personnel ;
- Renforcer **la gouvernance collégiale et un dialogue social efficace** avec les syndicats du personnel académique, notamment en ce qui concerne les transitions numérique et verte de l'enseignement supérieur et de la recherche et leur impact sur les emplois et les conditions de travail du personnel ;
- Rendre **la carrière attractive** pour le personnel hautement qualifié en garantissant **des salaires attractifs, des retraites équitables, des conditions de travail décentes, la sécurité de l'emploi avec des contrats à durée indéterminée, des parcours de carrière fiables et l'égalité des chances** pour le personnel de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- Garantir **la santé et la sécurité** des universitaires et des chercheur-euse-s, les doter d'un soutien efficace pour lutter contre les *fake news* et les protéger des discours de haine et du harcèlement ;

- Reconnaître que les innovations dans l'enseignement et l'apprentissage, notamment la **numérisation**, doivent être étayées par des pratiques pédagogiques, garantir l'**équilibre travail-vie personnelle** du personnel de l'enseignement supérieur et de la recherche, respecter **son droit à la connexion, à la déconnexion et au télétravail** ;
- Respecter et protéger la **propriété intellectuelle** du personnel de l'enseignement supérieur et de la recherche lors du développement de la science et de l'éducation ouvertes ;
- Soutenir l'**accès des académiques en début de carrière** à une initiation et une préparation de qualité à la profession, à un statut contractuel permanent et à des parcours de développement de carrière équitables ;
- Assurer l'égalité d'accès à **un développement professionnel continu de qualité** pour tout le personnel, pendant les heures normales de travail ;
- Assurer l'**égalité d'accès** et l'intégration de la dimension sociale de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le personnel et les étudiant·e·s, ainsi qu'**une plus grande égalité dans le recrutement, la rétention, le développement de carrière et l'évaluation du personnel universitaire**.

Revendications nationales :

- Des **postes stables, donc de fonctionnaires**, à tous les niveaux et dans toutes les fonctions, qui garantissent des collectifs de travail stable ;
- **L'augmentation des salaires** et du point d'indice ;
- Des **grilles de salaire et des évolutions de carrière** qui ne donnent pas envie de fuir ;
- L'arrêt de l'hégémonie des appels à projet et **la réintroduction de crédits récurrents** ;
- Des chercheurs et des chercheuses **à plein temps** et des enseignant-es chercheur-es qui peuvent tous et toutes concilier travail de recherche et enseignement ;
- Des **évaluations collégiales** faites par des pairs majoritairement élu-es ;
- Des instances de **gouvernance réellement démocratiques** ;
- Des instances représentatives du personnel aux prérogatives **renforcées qui soient enfin écoutées** ;
- La restitution **de toute urgence** des 900 millions subtilisés au budget de l'enseignement supérieur et de la recherche par décret le 22 février 2024.